

## Servir l'homme avant l'argent une alternative économique



Jeanne Meunier est une militante chevronnée de l'économie alternative et solidaire. Elle a fondé l'Agence provençale d'économie alternative et solidaire (APEAS) et travaille activement à la mise en relation et au soutien réciproque des multiples réalisations qui voient le jour en France. Elle nous dit ses convictions, nous fait l'histoire de ce courant et nous en dit l'ambition.

Face à une économie capitaliste qui triomphe en générant de la précarité et en aggravant des inégalités et de nombreuses pollutions ; face à un secteur public indispensable mais menacé par la mondialisation libérale...l'économie solidaire propose une alternative : fournir des biens et des services de qualité dans le respect de valeurs éthiques au service de l'homme : démocratie, gestion désintéressée, utilité sociale, lutte contre les exclusions.

### Une mouvance récente

L'économie alternative et solidaire se présente comme un ensemble ouvert de micro espaces sociaux, de pratiques, de réalisations d'activités ou d'entreprises. On la rencontre dans la plupart des pays industrialisés d'Europe et d'Amérique sous des termes divers : économie volontaire, communautaire, nouvelle économie sociale ou économie d'en bas.

Plusieurs composantes sont facilement repérables en France depuis les années 70.

- Le démarrage dans les zones en voie de désertification d'initiatives porteuses de valeurs culturelles : "vivre et travailler au pays", "changer de vie".
- L'émergence d'entreprises alternatives et d'outils financiers de proximité critiques de la surconsommation de l'économie productiviste et animés d'un souci écologique.
- Les mouvements des populations des banlieues des années 80, vecteurs de la culture du métissage puis du développement local communautaire.
- Les expériences de "micros projets" acquises au Sud et rapportées au Nord.

Des milliers d'initiatives sont ainsi apparues, beaucoup ont été éphémères mais certaines se sont consolidées et ont essaimé.

Une seconde vague d'initiatives dans les années 90 s'est davantage centrée sur la création d'emplois pour des personnes qui en sont dépourvues.

- Des expériences d'innovation dans le mouvement associatif.
- Des micros réalisations venant d'acteurs du développement territorial insatisfaits d'une décentralisation réduite à des aménagements électoralistes.
- Des initiatives de regroupement de chômeurs revendiquant une part active dans le développement local.

Ces actions collectives se retrouvent dans un même combat pour faire reconnaître le droit à l'initiative pour tous.

Bernard Eme et J. Louis Laville soulignaient alors en 1996 (Projet n° 247) que *«l'économie solidaire manifeste la volonté de réconcilier initiative et solidarité alors que ces valeurs ont été trop souvent séparées : à l'économique, l'entreprise ; au social, le partage.*

*Au moment où la dynamique marchande ne suffit plus à fournir du travail pour tous, les initiatives de l'économie solidaire permettent de rendre la sphère économique plus accessible."*

### **La dérégulation du marché international**

Enfin tout récemment des mouvements alter mondialistes et certains syndicats ont permis une prise de conscience des citoyens-consommateurs quant aux effets de la dérégulation du marché international. Le commerce équitable œuvre en ce sens. Il vise à améliorer le sort des producteurs du Sud en créant des débouchés auprès des consommateurs du Nord. Il sensibilise aussi l'opinion publique et les responsables politiques aux injustices des règles du commerce international. Bien avant Seattle, à Lima en 1997, des représentants du Nord et du Sud avaient dénoncé *le modèle hégémonique de développement sous lequel nous vivons au Sud comme au Nord... »* qui « *ne reconnaît pas comme légitime les activités indispensables à la vie en société et menace l'avenir de la planète... »*.

### **Valeurs et portées**

S'agit-il de transformer en profondeur ou simplement d'aménager le modèle dominant ? Les initiatives d'économie solidaire sont des mouvements de populations qui tentent de mieux maîtriser leurs conditions d'existence, d'activité, de consommation et la répartition des richesses qu'elles produisent. Certes il s'agit souvent de résurgences de traditions plus anciennes, coopératives et associatives, dont les formes ont été renouvelées et qui visent à répondre aux "dégâts du progrès". Ces initiatives sont nées en dehors des grandes institutions.

(Hugues de Varine dans "Territoires" 1996)

### **Poser des questions**

En fait, ces économies solidaires n'offrent pas encore de réponses définitives. Elles sont plutôt un élément de questionnement, une façon de soulever des interrogations, plus souvent d'ailleurs sur les conséquences du mal développement que sur ses causes.

Parmi ces économies, l'économie alternative et solidaire (EAS) se veut une « *économie de troisième type, une économie de précaution, d'anticipation, par opposition à l'économie de réparation sans fin des dégâts sociaux, écologiques ou territoriaux, entretenue par les formes classiques de production de richesses »* (J. Archimbaud, co-fondateur du REAS). Les acteurs de l'EAS pensent l'émergence d'un mouvement de citoyenneté économique dans une logique de développement durable. Ils se reconnaissent dans des valeurs fortes essentielles fondées sur le respect d'autrui : solidarité, autonomie, égalité et parité, partage.

Des idées fortes émergent de leurs expériences de terrain : initiatives locales, convivialité active, insertion et cohésion sociales, faire place à chacun dans le respect de sa dignité d'homme, démocratie participative, réhabilitation du politique, primat de l'être sur l'avoir ...

Ces idées-forces irriguent et nourrissent l'économie alternative et solidaire. Elle se veut bien autre chose qu'une simple politique des « petits boulots » capable uniquement de soulager les plaies ouvertes par la « marchandisation » croissante de la société contemporaine.

### **Une société autrement**

Fondamentalement, l'économie alternative et solidaire demande de repenser de fond en comble l'articulation entre le politique, l'éthique, le culturel et l'économique. Elle

invite à jeter les bases d'une société « autrement » dans laquelle l'économie de marché serait soumise au projet sociétal et non l'inverse comme dans l'économisme ambiant. Il s'agirait de faire exister une troisième force régulatrice, aux côtés de l'Etat et du Marché, une régulation citoyenne qui serait une forme moderne de régulation démocratique.

Est-ce utopique d'imaginer que la collectivité, la communauté et le secteur économique puissent travailler ensemble dans une reconnaissance de leur légitimité respective et jeter ainsi les bases d'un développement local solidaire et durable?

Il y a eu une reconnaissance institutionnelle de l'économie solidaire depuis une quinzaine d'année au Québec, puis de 1999 à 2002 en France et actuellement au Brésil.

L'économie alternative et solidaire propose à chacun d'entre nous de reconsidérer son rapport à l'économie, à l'échange, à la richesse, à la consommation, à l'autre, au territoire, là où il se trouve, au quotidien. Si c'est une utopie, elle est concrète !

**Jeanne Meunier**  
**Lambesc (Bouches-du-Rhône)**

Le REAS a été, de 1992 à 2000, une coopérative d'associations dont le but était de penser et promouvoir les outils de citoyenneté économique.

Le Mouvement de Développement Solidaire (MDS) a été créé par la suite sous la forme d'une association Loi 1901 domiciliée 3, rue de Metz à Paris. Il est le lieu d'un travail transversal et collectif entre acteurs du développement local, de l'éducation populaire et de l'EAS.

SEL'idaire est une association inter SELS qui réfléchit aux sens portés par leurs initiatives.

Pour prolonger la réflexion :

Le film brésilien « L'Ile aux fleurs » de Jorge Furtado, qui est passé sur Arte.

« L'économie contre la société. » Guy Roustang.

« Reconsidérons la richesse » le rapport de P. Viveret sorti tout récemment aux éditions de l'Aube.